



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/C.12/1966/SR.27
21 novembre 1996

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMITÉ DES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Quinzième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 27ème SÉANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le lundi 18 novembre 1996, à 10 h 30

Président : M. ALSTON

SOMMAIRE

OUVERTURE DE LA SESSION

DÉCLARATION DU SOUS-SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AUX DROITS DE L'HOMME

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

ORGANISATION DES TRAVAUX

RELATIONS AVEC LES ORGANES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LES AUTRES
ORGANES CRÉÉS EN VERTU D'INSTRUMENTS INTERNATIONAUX

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances de la présente session seront regroupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

La séance est ouverte à 10 h 45.

OUVERTURE DE LA SESSION

1. Le PRÉSIDENT déclare ouverte la quinzième session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels.

DÉCLARATION DU SOUS-SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AUX DROITS DE L'HOMME

2. M. FALL (Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme) dit que cette session du Comité a une valeur symbolique pour plusieurs raisons, et en premier lieu parce qu'elle marque le vingtième anniversaire de l'entrée en vigueur du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Celui-ci continuera certainement dans l'avenir à jouer un rôle déterminant dans la défense des droits de l'homme, et dans cette optique, il semble de plus en plus évident qu'il faut prendre en considération le lien étroit qui existe entre les droits énoncés dans le Pacte et les autres droits de l'homme. En outre, le Comité, qui existe maintenant depuis 10 ans, mérite des éloges pour son action et ses réalisations, compte tenu notamment du climat peu favorable dans lequel il a commencé à travailler. Et enfin, et ce n'est pas là le moins important, l'ordre du jour de cette session porte sur un certain nombre de questions importantes, telles que l'élaboration d'un protocole facultatif qui comblera une lacune importante en permettant aux personnes qui prétendent être victimes de violations de présenter des communications individuelles au Comité, comme cela se fait déjà dans le cadre d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme.

3. A sa dernière session, le Conseil économique et social a fait le point sur la question du statut, du mandat et des pouvoirs du Comité par rapport à ceux des autres organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. À la suite de cela, le Secrétaire général a établi un rapport très détaillé qui examine le statut particulier du Comité en mettant l'accent sur les moyens de l'aligner sur celui des autres comités, conformément aux principes établis dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne. Ce rapport, qui est actuellement soumis à la Troisième Commission de l'Assemblée générale, indique qu'il y a essentiellement deux options : élaborer un protocole approprié, ou modifier le Pacte lui-même. Le Secrétaire général préfère la seconde option, par souci de rapidité et d'efficacité. M. Fall espère que le Comité poursuivra l'examen de cette question à la lumière du rapport du Secrétaire général et fera des propositions judicieuses à ce sujet, car l'objectif est de donner au Comité, dans les plus brefs délais, un statut équivalent à celui des autres organes chargés de suivre l'application des instruments relatifs aux droits de l'homme et il craint que l'élaboration d'un protocole ne prenne trop de temps.

4. Il faudrait appeler l'attention sur la première réunion du groupe intergouvernemental d'experts établi par la Commission des droits de l'homme et chargé d'élaborer une stratégie pour la mise en oeuvre et la promotion du droit au développement. Il espère que le Comité examinera, au cours de cette session, comment il pourrait contribuer aux travaux de ce groupe de travail; il pourrait, par exemple, envoyer un représentant à une prochaine réunion pour exposer les vues du Comité. En outre, l'année 1998, que la Conférence mondiale sur les droits de l'homme a choisie pour évaluer la mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, approche à grands pas. Par conséquent, le

Comité souhaiterait peut-être procéder à une analyse critique des questions qui relèvent de sa compétence, en vue de participer activement à cette évaluation.

5. M. Fall rend hommage aux efforts faits par les organisations intergouvernementales et non gouvernementales pour veiller à la mise en oeuvre des droits économiques, sociaux et culturels, et il se félicite de la présence à cette session du Comité de représentants d'institutions spécialisées et d'institutions financières. Il se félicite aussi du renforcement de la coopération avec les organisations non gouvernementales (ONG) et il tient à souligner combien il est important de nouer des liens plus étroits avec celles qui oeuvrent dans le domaine du développement, comme l'on démontré les réunions communes avec les ONG tenues au cours de récentes sessions de la Commission des droits de l'homme. D'autres initiatives des ONG, comme l'organisation d'un séminaire sur les droits économiques, sociaux et culturels, ont permis de mieux faire connaître cette question et méritent par conséquent d'être saluées. M. Fall est convaincu que, grâce à cette coopération suivie, les travaux du Comité continueront à progresser de façon satisfaisante.

6. Enfin, il rend hommage aux membres du Comité dont le mandat expire à la fin de cette session. Il ne doute pas qu'ils poursuivront en d'autres lieux leur action en faveur du respect des droits économiques, sociaux et culturels.

7. Le PRÉSIDENT a le ferme espoir que les réalisations du Comité au cours de cette session iront même au-delà des attentes du Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme. Il souhaite remercier le Sous-Secrétaire général et le Centre pour les droits de l'homme de leur contribution aux activités du Comité.

8. M. ALVAREZ VITA dit que la déclaration du Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme sera source d'encouragement non seulement pour les membres du Comité mais aussi pour les représentants des institutions spécialisées et des ONG présents à la séance. Il assure au Sous-Secrétaire général que, en dépit de l'expiration de son mandat, il continuera à lutter pour le respect des droits économiques, sociaux et culturels. Enfin, Il fait remarquer que le 4 décembre marquera le dixième anniversaire de l'adoption de la Déclaration sur le droit au développement.

9. Mme JIMENEZ BUTRAGUEÑO note avec satisfaction que le Sous-Secrétaire général a souligné l'importance du lien qui existe entre les travaux du Comité et le droit au développement. À cet égard, il convient de noter que M. Alvarez Vita et elle-même ont présenté des rapports sur la coopération dans les domaines du développement et des droits de l'homme lors d'un séminaire qui s'est récemment tenu à Madrid.

10. M. TEXIER dit qu'il souhaiterait avoir des précisions sur l'éventuelle modification du Pacte, question que le Comité devrait approfondir au cours de cette session.

11. M. FALL (Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme) prend note des observations de M. Alvarez Vita, de Mme Jiménez Butragueño et de M. Texier. Il ajoute que, à la suite des entretiens qu'il a eus avec le chef du Département de la coordination des politiques et du développement durable au sujet de la coopération entre les organes compétents dans les domaines du développement social et des droits de l'homme, le futur directeur du département chargé du

développement social rendra visite au Comité pour étudier la façon dont cette coopération pourra être mise en oeuvre.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 1 de l'ordre du jour) (E/C.12/1996/3)

12. L'ordre du jour est adopté.

ORGANISATION DES TRAVAUX (point 2 de l'ordre du jour) (E/C.12/1996/L.2)

13. M. TEXIER, se référant au projet de programme de travail (E/C.12/1996/L.2), dit qu'il sera absent pendant la plus grande partie de la deuxième semaine de la session et qu'il pourrait s'avérer nécessaire d'apporter quelques modifications au calendrier proposé, notamment en ce qui concerne l'examen de l'application du Pacte au Honduras.

14. Le PRÉSIDENT dit qu'il suppose que le Comité souhaite adopter le projet de programme de travail, sous réserve des quelques modifications mineures qu'il pourrait être nécessaire de lui apporter.

15. Il en est ainsi décidé.

RELATIONS AVEC LES ORGANES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LES AUTRES ORGANES CRÉÉS EN VERTU D'INSTRUMENTS INTERNATIONAUX (point 7 de l'ordre du jour)

16. Le PRÉSIDENT fait remarquer que deux conférences mondiales portant sur des questions se rapportant aux travaux du Comité ont eu lieu depuis sa dernière session. La Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) a affirmé le droit de tous à un logement décent, la seule voix discordante étant celle des États-Unis. Elle a, en outre, défini les actions que les gouvernements doivent mener, en se fondant sur une analyse qui reflète les propres observations du Comité. Par ailleurs, le Sommet mondial de l'alimentation a affirmé, dans sa Déclaration, le droit de chaque être humain d'avoir accès à une nourriture saine et nutritive, conformément au droit à une nourriture adéquate et au droit fondamental de chacun d'être à l'abri de la faim. Le Plan d'action du Sommet renferme deux dispositions particulièrement importantes. La première, qui stipule que chaque État devrait mettre en place un dispositif de sécurité nutritionnelle, transformerait le travail du Comité, car cela lui permettrait de s'adresser directement aux gouvernements concernés pour obtenir des informations. La seconde, demande à tous les intéressés de définir ce que l'on doit entendre par "alimentation suffisante" et de s'employer à concrétiser ce droit. Confiant en quelque sorte un mandat au Comité, le Plan d'action invite les organes créés en vertu d'instruments internationaux, les institutions spécialisées, le Haut Commissaire aux droits de l'homme et d'autres organisations à examiner sérieusement la question, en vue de définir des principes directeurs facultatifs.

17. Le Comité peut être fier de l'influence qu'il a exercée, directement ou indirectement, sur le résultat des deux conférences, compte tenu notamment du fait que tous les pays, sauf les États-Unis d'Amérique, ont entériné le droit à une alimentation suffisante. Les États-Unis pensent que ce droit devrait être considéré simplement comme un "but ou une aspiration"; cette position doit être relativisée : d'une part les États-Unis sont le seul pays à l'avoir adoptée, et en outre ils l'ont fait par crainte qu'une telle disposition n'impose aux pays

riches l'obligation, au plan international, de nourrir les pauvres, crainte sans fondement, à ses yeux. On peut soutenir qu'une telle obligation devrait exister (personnellement, il y serait favorable), mais ni le Comité, ni aucun autre organe créé en vertu d'instruments internationaux n'a jamais insisté sur ce point.

18. Passant à d'autres faits récents, le Président fait remarquer que la nouvelle Constitution de l'Afrique du Sud comporte une longue série de dispositions concernant les droits économiques, sociaux et culturels, à propos desquels le gouvernement a pris d'importants engagements. Il souhaite par ailleurs appeler l'attention du Comité sur la septième réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, qui s'est tenue en septembre. Parmi les intervenants, il y avait le responsable du contrôle des documents à la Division des services de conférence qui a annoncé qu'à l'avenir les cinq organes concernés sis à Genève devront se limiter à 3 000 pages de documents traduits par an. Si l'on répartit ce nombre entre les organes concernés au prorata du nombre de réunions tenues par chacun, la part réduite revenant au Comité signifie que les rapports des États parties ne devront pas dépasser 40 pages. Le Président n'a pas été convaincu par les documents présentés à l'appui de cette décision, qu'il juge arbitraire. Il envisage ultérieurement de proposer de remplacer le type de rapport actuel par des rapports sur des questions précises que définiraient des groupes de travail, mais cela ne se fera pas dans l'immédiat. De même, il est surprenant que l'on préconise officiellement l'égalité entre les langues de l'Organisation des Nations Unies alors que les ressources consacrées à l'interprétation et à la traduction n'ont jamais été aussi limitées, ce qui conduira à travailler de plus en plus souvent sur la base de documents rédigés en une seule langue.

19. Les participants à la réunion des présidents ont été informés d'un programme d'action spécial établi par le Haut Commissaire aux droits de l'homme pour le Comité des droits de l'enfant, qui a demandé une rallonge budgétaire de 1,5 million de dollars. Les présidents ont appuyé ce "plan d'action", mais ils ont craint que cela n'entraîne un profond déséquilibre entre les ressources dont dispose le Comité des droits de l'enfant et celles des autres organes créés en vertu d'instruments internationaux. Certes, il a été affirmé que le programme pilote aurait des retombées, qui pourraient servir ultérieurement pour d'autres organes de suivi des traités, mais le risque de déséquilibre demeure.

20. Le Comité aurait intérêt à définir un programme d'action propre. Le Président note avec satisfaction que le Centre pour les droits de l'homme se montre plus coopératif et ouvert, bien que les ressources financières restent limitées. Surtout, le Centre semble avoir reconnu que, dans son programme de services consultatifs, les droits économiques ont généralement été négligés et, sur les instances du Comité, il a pris des mesures pour remédier à cette situation.

21. Les présidents des organes de suivi des traités relatifs aux droits de l'homme ont admis que les informations communiquées aux comités sont insuffisantes et que le Centre pour les droits de l'homme ne fonctionne pas de façon assez transparente. Les présidents doivent réclamer presque tous les documents les intéressant et, en particulier, ils n'ont pas été informés à l'avance des nouveaux arrangements concernant le Comité des droits de l'enfant. De même, ils ont reçu très peu d'informations sur la restructuration du Centre

qui est en cours, alors qu'elle peut avoir des conséquences importantes pour les organes de suivi des traités. D'après les rares informations dont ils disposent, les arrangements proposés ne sont pas satisfaisants.

22. Il a été question de revoir les principes directeurs concernant les droits des femmes. Le Président du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale s'est montré peu disposé à modifier les principes existants sur le chapitre des questions spécifiques aux sexes, mais les autres présidents n'ont pas partagé son point de vue. Il a été demandé, par ailleurs, que les organes de suivi des traités soient plus précis dans leurs demandes; par exemple, la Banque mondiale devrait être expressément conviée à certaines réunions, au lieu d'être simplement invitée à apporter un appui. C'est pourquoi le Président n'a pas écrit à la Banque mondiale, comme l'a demandé le Comité, préférant attendre que le Haut Commissaire aux droits de l'homme ait une deuxième entrevue avec la banque, au cours de laquelle la question des droits économiques et sociaux pourrait être examinée utilement.

23. Les présidents sont convenus que les membres des organes de suivi des traités ne devraient pas intervenir, par souci d'impartialité, lorsqu'un rapport émanant de leur pays est examiné, comme cela se fait déjà au Comité et au Comité pour les droits de l'enfant. Des problèmes de cette nature se sont posés au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. Il a également été convenu que les discours des membres des organes de suivi des traités devraient être communiqués aux ONG et à ceux qui en feraient la demande, sauf si les membres en décident autrement et en avisent le Secrétariat.

24. De l'avis du Président, si le débat sur le statut du Comité a été relancé par le Conseil économique et social c'est en partie parce que certains États voulaient modifier le mode d'élection des membres du Comité. Ceux-ci sont actuellement élus par le Conseil lui-même, de sorte que la majorité des États parties ne peut pas participer à l'élection puisqu'ils ne sont pas membres du Conseil. La solution serait de convoquer une réunion des États parties, comme cela se faisait pour d'autres organes de suivi des traités. Heureusement, le débat du Conseil économique et social a porté non seulement sur la question des élections, mais aussi sur les moyens de faire en sorte que le Comité jouisse exactement du même statut que les autres organes de suivi des traités. Le rapport demandé par le Secrétaire général sur les moyens de réaliser cet objectif à terme reflète le légalisme étroit du Bureau du Conseiller juridique, qui affirme que toute modification du Pacte en ce sens doit être ratifiée par tous les États parties, ce qui, du point de vue du Président, a très peu de chance d'aboutir, étant donné les procédures constitutionnelles longues et complexes que cela implique.

25. Une solution pourrait être d'apporter une modification qui ferait du Comité l'organe de suivi légalement constitué pour les États parties qui ratifieraient cette modification, le Comité conservant son statut actuel pour les États qui ne l'auraient pas ratifiée. Mais le Bureau du Conseiller juridique a rejeté cette solution, jugeant qu'elle n'était pas possible, alors que la Commission interaméricaine des droits de l'homme fonctionne précisément sur la base d'un système mixte de ce type depuis 1970. Le Conseil économique et social a en tout état de cause renvoyé l'affaire devant les États parties, sans doute pour qu'ils puissent se réunir officiellement et décider s'ils souhaitent demander au Conseil de convoquer une réunion des États parties, sans modifier le

traité. Cette réunion pourrait décider d'organiser des élections, lesquelles devraient encore être ratifiées par le Conseil, en l'absence de modification du Pacte, et de verser aux membres du Comité des honoraires, qui les placeraient sur un pied d'égalité avec les membres des autres organes de suivi des traités, actuellement gratifiés de 3 000 dollars E.-U. par an.

26. Le nouveau groupe de travail sur l'application du droit au développement mentionné par le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme, a adopté son rapport, qui énumère simplement toutes les propositions faites à ce jour. Il ne comporte aucun point intéressant directement le Comité à ce stade, mais cela ne sera certainement pas le cas dans l'avenir.

27. A la suite des propositions de M. Türk, ancien Rapporteur spécial de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, concernant la protection des droits économiques, sociaux et culturels dans le contexte de l'ajustement structurel, la Commission des droits de l'homme a établi un groupe de travail chargé d'élaborer un projet de principes directeurs à prendre en considération dans le cadre du processus d'ajustement structurel. Le Secrétaire général a été prié de présenter un projet de principes directeurs, mais, n'ayant reçu aucune directive précise, il a par conséquent remis un recueil de 25 pages qui constitue plutôt un document de référence. Le groupe de travail doit se réunir en mars 1997 et il a été demandé au Président de faire des observations avant le 15 novembre 1996; jugeant le délai trop court, il a renvoyé l'affaire devant le Comité. Les membres doivent par conséquent examiner le document en question et décider s'ils souhaitent envoyer une réponse officielle.

28. Le Président souhaite informer les membres du Comité des derniers développements de l'affaire concernant M. Alexandre Muterahajuru, ancien membre du Comité, d'origine rwandaise, qui, deux ans auparavant, avait informé le Comité de sa situation désespérée dans un camp de réfugiés. Au début de 1996, M. Muterahajuru a écrit qu'il était emprisonné à Kigali, sous différents chefs d'accusation, y compris celui de génocide; qu'ils étaient 70 000 prisonniers à attendre que leur cas soit examiné; que les conditions de détention étaient épouvantables; que plusieurs membres de sa famille avaient été tués; et que sa maison avait été pillée et détruite. Le responsable des opérations hors Siège du Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) au Rwanda a été contacté; il a été d'un grand secours et a réussi à faire en sorte qu'il soit possible de rendre visite à M. Muterahajuru. Il a cependant été rappelé, à juste titre, que la Mission des Nations Unies ne peut pas demander qu'une attention particulière soit accordée à un individu parmi 70 000, mais que le Comité lui-même peut le faire. C'est pourquoi, le 4 septembre, M. Alston a écrit au Président du Rwanda, demandant que le cas de M. Muterahajuru soit examiné sans délai et attestant de ses qualités d'intégrité, d'honnêteté, de bonne volonté, de compassion et de bon sens. À ce jour, il n'a pas reçu de réponse. Par la suite, une lettre signée par les six présidents des organes de suivi des traités relatifs aux droits de l'homme a été adressée au Président du Rwanda. Il sera demandé au Secrétariat de contacter la Mission des Nations Unies pour vérifier si la situation a évolué. S'il n'y a rien de nouveau avant la fin de cette session du Comité, M. Alston suivra l'affaire en reprenant contact avec le Président du Rwanda.

29. La famille de M. Muterahajuru est dans une situation très difficile et toute aide matérielle serait la bienvenue. M. Alston leur a lui-même envoyé une petite somme d'argent, prélevée sur ses fonds personnels, et il invite les autres membres à en faire autant.

30. A la session précédente, il lui a été demandé d'adresser une lettre au Gouvernement israélien pour le prier de répondre à certaines informations communiquées au Comité. En réponse, il a reçu une lettre du Gouvernement israélien, qui s'élève contre les procédures suivies par le Comité, qu'il juge injustes et discriminatoires à l'égard d'Israël. M. Alston a donc adressé une autre lettre, faisant observer que la façon de procéder du Comité dans cette affaire correspondait à celle qu'il adoptait à l'égard des autres pays. Il n'a pas reçu de réponse.

31. En ce qui concerne l'important transfert de population dû à un projet de développement en Ouganda financé par la Banque mondiale et l'Union européenne, M. Alston a informé la Banque mondiale et la Commission européenne que le Comité pourrait présenter un rapport sur la question au Conseil économique et social, mais qu'il aimerait préalablement connaître leurs opinions. Les deux institutions ont répondu, la Banque mondiale déclarant qu'elle pensait que l'Union européenne n'avait pas pris les mesures convenues pour résoudre le déplacement forcé des nombreuses personnes touchées. M. Alston prévoit par conséquent d'écrire à la Banque mondiale pour la remercier de sa réponse, et, à la Commission européenne pour lui demander si elle compte prendre des mesures. Il est d'avis qu'il ne faudrait pas recourir trop souvent à cette procédure, mais lorsque le Comité reçoit des informations détaillées réellement préoccupantes sur l'application du Pacte, il est normal qu'il cherche à avoir des éclaircissements auprès des parties concernées. Le Comité sera également appelé ultérieurement à examiner des questions particulières relatives au suivi de l'application du Pacte aux Philippines, au Venezuela, en Israël, au Paraguay et dans certains autres pays.

32. Le Gouvernement belge a fait parvenir une lettre au Comité, dans laquelle il exprime sa satisfaction à la suite de la visite de MM. Ceausu et Ahmed, venus, au nom du Comité, faire une présentation du Pacte et des travaux du Comité, et pour l'aide apportée au gouvernement dans la rédaction d'un rapport à l'intention du Comité. Il convient de féliciter les deux membres concernés d'avoir ainsi créé un précédent.

33. M. Alvarez Vita et Mme Bonoan-Dandan représenteront le Comité au séminaire du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), qui doit avoir lieu immédiatement après cette session du Comité. Par ailleurs, la Présidente du Comité d'experts indépendants, établi en vertu de la Charte sociale du Conseil de l'Europe, a précisé qu'elle serait très heureuse de participer à une des sessions futures du Comité pour discuter de questions d'intérêt commun. Le Manuel relatif à l'établissement des rapports sur les droits de l'homme est en cours de révision et M. Alston a rédigé un chapitre actualisé sur l'établissement de rapports dans le cadre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Par ailleurs, il remettra prochainement au Comité un rapport au sujet de la révision du projet de protocole facultatif.

34. Pour terminer, il informe les membres que le "Cable News Network" (CNN) diffusera une émission sur les travaux du Comité à 21 h 30, qui sera rediffusée le lendemain à 11 h 30.

35. Mme JIMENEZ BUTRAGUEÑO demande des informations au sujet de la visite de M. Simma et de Mme Bonoan-Dandan à Hong Kong.

36. Le PRÉSIDENT répond que la visite a eu lieu il y a plusieurs semaines. Il croit savoir qu'elle a été un réel succès et il compte sur les deux membres concernés pour donner des information au Comité lorsque sera examiné le rapport du Royaume-Uni concernant Hong Kong.

La séance est levée à 12 h 25.